

FLASH FEVRIER 2019



Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PREVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ECONOMIQUES (DPPSE)

SYNTHESE

Tous les chiffres sont à fin février 2019 sauf indications contraires

L'économie mondiale devrait poursuivre son ralentissement en 2019. Les indicateurs avancés mettent en évidence un fléchissement de la dynamique économique dans nombre de pays, sur fond d'intensification des différends commerciaux, d'instabilité financière et de tensions géopolitiques latentes. Plusieurs pays avancés ont rencontré des difficultés financières qui pourraient peser sur la croissance à court terme. Par conséquent, la prévision de croissance du PIB mondial devrait se situer en 2019 à +3,5% contre +3,7% en 2018.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait se hisser à 3,5% contre 2,8% en 2018. Cette dynamique devrait être tirée par la demande intérieure, spécifiquement dans les pays de l'Est et de l'Ouest de cette zone.

Au mois de février 2019, le **marché des matières premières** a été caractérisé par une contraction des cours des principaux produits de base. En effet, exceptés le cacao fèves (+10,9%) et le maïs (+4,8%) dont les cours ont progressé, les prix internationaux des autres produits ont enregistré un repli, notamment le pétrole brut (-8,3%), le coton (-8,8%), le caoutchouc (-3,5%), le café (-12,0%), l'or (-1,9%), le sucre (-6,9%) et l'huile de palme (-18,3%).

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne s'est dépréciée par rapport aux principales devises particulièrement le dollar américain (-7,3%), la livre sterling (-0,5%) et le yuan renminbi (-1,6%), en moyenne sur la période sous revue. Elle a entraîné dans son sillage la dépréciation du FCFA par rapport à ces monnaies.

En évolution mensuelle, la monnaie unique européenne se déprécie par rapport à la livre sterling et au dollar respectivement de 1,5% et 0,6%.

Poursuite de la consolidation de l'activité économique nationale en 2019

Au plan national, l'activité économique devrait maintenir sa vitalité avec l'accélération de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures prévus dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Elle bénéficierait également

de l'exécution du Plan Social du Gouvernement (PSGouv 2019-2020).

Les réalisations à fin février 2019 comparées à celles à fin février 2018 sont présentées ci-dessous.

Le **secteur primaire** a enregistré une bonne progression dans l'agriculture d'exportation selon les données partielles disponibles. En effet, les productions de coton (+6,8%), de banane dessert (+41,0%) et d'ananas (+22,3%) se sont accrues, tandis que celle de sucre s'est contractée (-3,7%). Cette bonne dynamique devrait concerner l'ensemble du secteur primaire avec la poursuite de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole 2 (PNIA 2).

Dans le **secteur secondaire**, l'activité industrielle a connu à fin février 2019, un accroissement des productions de pétrole brut (+14,9%) et d'électricité (+1,9%) tandis que les productions de gaz naturel (-8,8%) et d'or (-39,8%) ont fléchi.

Concernant le BTP, il connaîtrait une embellie à fin février 2019, au regard de la progression des importations en volume du clinker (+32,2%) utilisé pour la production de ciment et des autres matériaux de construction (+88,2%). Dans l'ensemble en 2019, le BTP devrait connaître une bonne dynamique avec le démarrage de l'exécution de nouveaux projets d'infrastructures. Il s'agit notamment de la construction de trois échangeurs sur le boulevard de Marseille, du pont Plateau – Cocody, de l'usine d'eau potable sur la rivière « Mé » et de la voie de contournement du grand Abidjan (la Y4). A ces projets s'ajoute la poursuite de la mise en œuvre de ceux en cours, notamment la construction du pont Yopougon Adjamé, de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, du stade olympique d'Ebimpé ainsi que le prolongement de l'autoroute de Yamoussoukro à Bouaké et l'aménagement de la baie lagunaire.

Dans le **secteur tertiaire**, le commerce de détail et les composantes du transport ont conservé leur bonne dynamique. Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail (+7,7%), le nombre de passagers commerciaux dans l'aérien (+8,7%) et le trafic global de marchandises dans le maritime (+16,8%) et le ferroviaire (+0,4%) ont continué de progresser.

En ce qui concerne l'**emploi formel**, le nombre de salariés s'est accru de 5,9% pour s'afficher à 1 028 369. Cependant, le nombre d'emplois bruts créés dans le privé s'est contracté de 6,9% pour s'afficher à 11 710 contre 12 572 en février 2018.

A fin février 2019, **les finances publiques** ont enregistré un niveau de recettes totales et dons de 701,8 milliards, en hausse de 38,0 milliards par rapport au niveau de février 2018. Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils se sont affichés à 761,8 milliards, en accroissement de 22,6 milliards. Le recours au marché monétaire et financier d'un montant global de 194,0 milliards a permis d'apurer une partie des restes à payer des fournisseurs de 2018 évaluée à 63,8 milliards et de régler les dettes arrivées à échéance.

Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 60,0 milliards et un solde primaire de base excédentaire de 88,9 milliards.

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial hors biens exceptionnels ont été caractérisés en valeur, sur les deux premiers mois de 2019, par un accroissement des exportations (+5,9%) et des importations (+10,7%). Les exportations ont profité d'une augmentation des prix de 3,2% et des volumes de 2,6%. Il en est de même des importations qui ont bénéficié d'une hausse des prix de 3,5% et des volumes de 6,9%. Le solde commercial a enregistré un excédent de 243,7 milliards, en retrait toutefois de 10,9% par rapport à celui de février 2018 (+273,6 milliards).

La **situation monétaire** a été marquée à fin février 2019 par la hausse de la masse monétaire au sens large (M2) de 11,3%

(+982,9 milliards) résultant de l'accroissement des créances sur l'économie de 15,2% (+960,2) combiné à la baisse des actifs extérieurs nets de 2,2% (-40,2 milliards) et des créances nettes sur l'Administration Centrale de -0,1% (-3,2 milliards).

De façon spécifique sur les deux premiers mois de l'année 2019, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires ont reculé de 9,0% alors que les escomptes d'effets de commerce et les dépôts se sont accrus respectivement de 10,5% et de 18,8%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 23,7 mois, en hausse de 5,6 mois comparée à la même période en 2018 ce qui traduit un renforcement de la confiance du système bancaire en l'économie ivoirienne. Le taux moyen appliqué aux nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'est situé à 6,4%, en hausse de 0,4 point de pourcentage.

Le **marché boursier** sous régional a connu, en moyenne sur les deux premiers mois de l'année 2019, une baisse de ses indices de référence et de la capitalisation boursière composite. L'indice BRVM 10 et l'indice BRVM composite se sont repliés de 21,4% et 25,0% respectivement, sous l'effet de la contraction de l'ensemble des indices sectoriels. Quant à la capitalisation boursière, elle a régressé de 10,2%.

En conclusion, la situation économique laisse entrevoir une évolution favorable des secteurs primaire et tertiaire. Dans le secondaire, la situation est mitigée. L'extraction pétrolière et la production d'électricité ont progressé, alors que les productions de gaz naturel et d'or ont baissé.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Essoufflement de l'économie mondiale

Au niveau mondial, la progression de l'activité économique devrait se situer à +3,5% en 2019 après +3,7% en 2018. Cette décélération de la croissance proviendrait aussi bien des pays avancés que des économies émergentes et en développement. Elle serait imputable aux tensions commerciales et géopolitiques qui induiraient un ralentissement du commerce mondial et des investissements ainsi qu'un durcissement des conditions financières.

Au cours du premier trimestre 2019, selon la note de conjoncture de l'INSEE parue en mars 2019, l'activité dans les **pays avancés** évoluerait de façon contrastée.

Aux **Etats-Unis**, le PIB augmenterait de 0,3% en dépit d'un net ralentissement de la consommation privée et d'un repli des dépenses publiques suite au « shutdown ».

Dans la **zone euro**, le PIB connaîtrait une faible accélération de 0,3%, en raison de l'amélioration du pouvoir d'achat et de la vigueur de l'investissement dans le secteur de la construction. Cette évolution du PIB proviendrait de la bonne orientation de l'activité en **France** (+0,4%), en **Allemagne** (+1,6%) et en **Espagne** (+2,2%). Par contre, l'économie **italienne** (-0,1%) poursuivrait son ralentissement amorcé depuis le premier trimestre 2018.

Au **Royaume-Uni**, la croissance du PIB augmenterait légèrement de 0,1% au premier trimestre de 2019. Cette quasi-stabilité découle des incertitudes persistantes relatives au BREXIT qui affecte l'investissement des entreprises et des ménages (atonie du marché immobilier).

Les exportations également ralentiraient dans le sillage de la demande mondiale.

Au **Japon**, le PIB progresserait de 0,2% après +0,5% enregistré au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par la faiblesse de l'investissement privé et de la consommation des ménages.

Dans les **économies émergentes et en développement**, au premier trimestre, la croissance s'essoufflerait en lien avec la situation peu reluisante dans les principales économies.

Ainsi, en **Chine**, en dépit d'une hausse de la production (+6,3% en glissement annuelle) l'économie subirait un ralentissement de l'investissement des ménages et des entreprises dans un contexte de guerre commerciale avec les Etats-Unis. En **Russie**, le PIB progresserait modérément (+0,2%) sous l'effet de la baisse du pouvoir d'achat des ménages consécutive à la dépréciation du rouble et à l'augmentation de la TVA. Au **Brésil**, l'activité garderait une cadence trimestrielle modérée (+0,4%), affectée par le ralentissement du commerce mondial et les tensions inflationnistes. Par contre, en **Inde**, le dynamisme de l'activité se maintiendrait (+1,5%), soutenue par la demande intérieure.

En **Afrique subsaharienne**, le PIB devrait augmenter de 3,5% contre 2,8% en 2018. Cette progression de l'activité serait en lien avec la bonne orientation de la demande intérieure, spécifiquement des pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest qui affichent les plus fortes dynamiques économiques du continent.

Au **Nigeria**, la croissance pourrait atteindre +2,0% contre +1,9% l'année précédente. Cette progression devrait être liée à une amélioration modérée des exportations nettes et de la demande intérieure.

En **Afrique du Sud**, la croissance devrait se situer à +1,4% contre +0,8% en 2018. Cette performance serait portée par la mise en œuvre des réformes structurelles. Ainsi, la mise en place d'un fonds dédié aux infrastructures ou encore les progrès enregistrés dans la mise en place du code minier devrait permettre à l'économie du pays d'atteindre les prévisions de croissance économique.

Dans la **Zone UEMOA**, l'activité économique devrait croître de 6,8% après 6,6% en 2018 grâce à une demande intérieure soutenue.

Consolidation des cours du cacao

Le marché des matières premières a enregistré, en glissement annuel sur les deux premiers mois de l'année 2019, une remontée des cours moyens du cacao (+10,9%) et

du maïs (+4,8%). A contrario, les cours de l'or (-1,9%), du pétrole brut (-8,3%), du gasoil (-2,7%), du riz blanchi (-5,7%), de l'huile de palme (-18,3%), du caoutchouc (-3,5%) et du sucre (-6,9%) ont fléchi.

En **évolution mensuelle**, le cours du pétrole brut est passé de 59,3 dollars en janvier 2019 à 64,0 dollars US au mois de février 2019, soit une hausse de 7,9%. Cette évolution des cours est favorisée par les réductions des productions de l'Arabie Saoudite et de la Russie, ainsi que par les incertitudes liées à l'instabilité politique au Venezuela.

L'euro en perte de vitesse

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les deux premiers mois de 2019, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-7,3%), à la livre sterling (-0,5%), au yuan renminbi (-1,6%), au yen (-7,0%) et au dollar canadien (-1,6%), en glissement annuel. En revanche, la monnaie européenne s'est appréciée par rapport au rand sud-africain (+6,8%).

En évolution mensuelle, la monnaie unique européenne s'est dépréciée par rapport à la livre sterling et au dollar respectivement de 1,5% et 0,6%.

La dépréciation de l'euro proviendrait notamment de la faiblesse de l'inflation de la zone euro et des incertitudes liées au BREXIT qui affectent toutes les économies de la zone. La monnaie européenne a entraîné dans son sillage le FCFA.

Maintien du dynamisme de l'activité économique nationale

Au plan national, l'activité économique bénéficie de l'accélération de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures prévus dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 ainsi que du démarrage de la mise en place du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020.

S'agissant des infrastructures, il est prévu en 2019, le démarrage (i) du projet de renforcement des capacités de production d'eau potable de la ville d'Abidjan par la construction d'une usine de potabilisation d'eau sur la

Rivière « Mé », (ii) de la construction de trois échangeurs sur le boulevard Mitterrand et (iii) de la construction du pont Cocody - Plateau.

Concernant le PSGouv, l'opérationnalisation se poursuit avec la mise en place des organes spéciaux, dédiés au suivi technique et opérationnel de ses objectifs stratégiques. En outre, pour la facilitation des marchés publics passés dans le cadre du PSGouv, des règles spéciales dérogatoires aux dispositions du Code des marchés publics ont été prises pour réduire considérablement les délais réglementaires. Dans le domaine de la santé, des investissements de l'ordre de 1,6 milliards sont prévus pour le renforcement de la santé communautaire et de la chaîne d'approvisionnement ainsi que pour l'amélioration des capacités des ressources humaines et de la qualité des soins.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur financier, le Gouvernement a décidé de créer un fonds d'investissement destiné au financement des projets structurants liés aux activités des secteurs agricole et industriel. Ce projet vise à offrir aux acteurs économiques en général et particulièrement à ceux du monde rural, une gamme de services financiers de proximité qui tiennent compte des cycles d'exploitation et des contraintes spécifiques de chaque secteur.

Aussi, la matrice de performance des indicateurs du Millenium Challenge Corporation (MCC) pour l'année 2018 a fait ressortir une tendance haussière de 14 des 20 indicateurs portant notamment sur la bonne gouvernance, la libéralisation de l'économie et l'investissement dans les ressources humaines. En raison de ces performances qui reflètent une bonne conduite de son programme Compact, le MCC a accordé à la Côte d'Ivoire l'accès à un autre programme dénommé Programme Compact Simultané. Ce nouveau programme permettra d'engranger des ressources additionnelles pour le financement de projets structurants principalement dans le transport et l'éducation.

Selon les conclusions de la cinquième revue du Programme Economique et Financier effectuée par le FMI, le cadre macroéconomique de la Côte d'Ivoire reste solide.

Réalisations sectorielles à fin février 2019, comparées à celles à fin février 2018

Secteur réel

L'activité économique a enregistré une évolution favorable à fin février 2019 soutenue principalement par les secteurs primaire et tertiaire.

Secteur primaire

Bonne orientation de l'agriculture d'exportation

Le secteur primaire a enregistré une bonne dynamique avec la progression des productions de coton graine (+6,8%), de banane dessert (+41,0%) et d'ananas (+22,3%), tandis que la production de sucre (-3,7%) a reculé. L'ensemble du secteur primaire devrait s'inscrire dans cette dynamique positive durant l'année 2019 avec le déploiement progressif du deuxième Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2) couvrant la période 2018-2025. Ce programme vise à accroître la production et à renforcer la productivité par la facilitation de l'accès aux services financiers des petits producteurs, la promotion des chaînes de valeurs agricoles et le développement de filières agro-industrielles. Le PNIA 2 a un coût global de 11 905 milliards dont 2 400 milliards pour la période 2018-2020.

La production de **coton graine** s'est établie à 212 128,5 tonnes correspondant à un accroissement de 6,8%. La bonne tenue de la spéculation est en relation avec la réussite du zonage industriel. Cette réforme démarrée lors de la campagne 2017 – 2018 a permis d'accroître les rendements qui ont atteint 1260 kg/ha lors cette campagne. La campagne 2018-2019 a débuté en décembre 2018 avec des prix d'achats aux producteurs identiques à ceux de la campagne précédente, à savoir 265 FCFA/kg pour le coton graine de premier choix et 245 FCFA/kg pour le deuxième choix.

En ce qui concerne la **banane dessert**, la production a progressé de 41,0% et a atteint 95 215,6 tonnes. La spéculation a bénéficié de bonnes conditions climatiques et des effets du programme « Mesures d'Appui à la Banane » (MAB) financé par l'Union Européenne.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	2 mois 2018	2 mois 2019	Variation (%)
Ananas	8 285,9	10 136,8	22,3
Banane	67 538,2	95 215,6	41,0
Coton	198 616,8	212 128,5	6,8
Sucre	74 391,3	71 675,7	-3,7

Source : DGE, OPA, MINADER

La production d'**ananas** s'est affichée à 10 136,8 tonnes, en hausse de 22,3%. La spéculation semble connaître un regain d'activité après plusieurs années consécutives de baisse.

En ce qui concerne le sucre, la production a reculé de 3,7% et est ressorti à 71 675,7 tonnes. La spéculation pâtit d'un contexte international difficile en rapport avec la surproduction mondiale de la denrée et des cours mondiaux en baisse.

La campagne de commercialisation 2019 de la **noix de cajou** a démarré le 15 février 2019 avec un prix minimum de 375 FCFA par kilo contre 500 FCFA par kilo lors de la campagne précédente. Pour la campagne 2019, le Conseil Coton Anacarde (CCA) a adopté différentes décisions afin de développer la transformation, de maintenir l'équilibre de la filière et d'optimiser les revenus des producteurs. Ces mesures tiennent notamment à l'amélioration de la qualité marchande, au financement durable des acteurs de la commercialisation et au renforcement des mesures incitatives pour l'augmentation du taux de transformation locale. Le taux du DUS applicable aux exportations de noix de cajou a été réduit à 7% contre 10% antérieurement. Cette mesure permettra de payer un juste prix aux producteurs tout en préservant les intérêts des exportateurs. La filière compte atteindre une production de 800 000 tonnes en fin d'année 2019.

Secteur secondaire

Le secteur secondaire a enregistré une évolution mitigée dans le secteur minier et un accroissement de la

production électrique. Le BTP devrait connaître une évolution favorable avec l'accélération des travaux d'infrastructures inscrites dans le PND 2016-2020.

Evolution contrastée du secteur minier

Au niveau de l'activité industrielle, la production pétrolière, devrait s'intensifier en 2019 en lien avec (i) la réalisation de nouvelles phases de développement sur les blocs CI-40 et CI-26 et (ii) la mise en production des gisements situés sur les blocs CI-202 (Gazelle), CI-525 (Kudu) et CI-523 (Eland).

A fin février 2019, la production de **pétrole brut** est ressortie à 2 205,8 milliers de barils, en progression de 14,9% par rapport à fin février 2018. Elle a profité de l'amélioration notable du rendement du champ CI-40 (+34,5%) consécutive aux investissements réalisés, malgré la contreperformance des champs CI-11 (-28,7%), CI-26 (-16,6%) et CI-27 (-20,1%).

Quant à l'extraction gazière, elle s'est affichée à 334 104 milliers de mètres cubes, en repli de 8,8% par rapport à la même période de 2018. La production de gaz a pâti de la faiblesse de la demande des centrales thermiques en raison de la bonne production de l'électricité de source hydraulique.

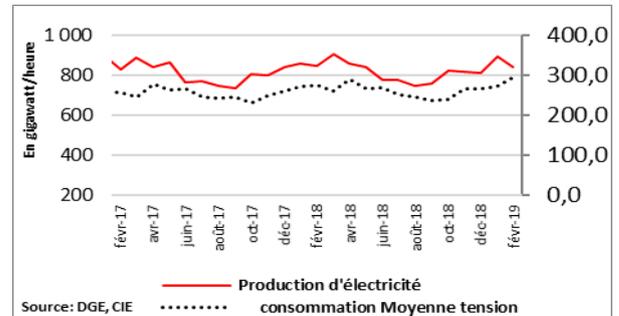
La production de l'**or** s'est établie à 2 434,7 kg au mois de février 2019, en repli de 39,8%. Toutefois, un redressement de la production est attendu en cours d'année en relation notamment avec le démarrage de l'exploitation de l'usine « CIL » de la Société Minière Internationale (SMI) et l'accentuation de la lutte contre l'orpaillage clandestin.

Production d'électricité en augmentation

La production d'**électricité** s'est accrue de 1,9% à fin février 2019, portée par la forte hausse de la production de source hydraulique (+46,8%), tandis que la production d'électricité de source thermique (-10,7%) a reculé. La préférence pour la production d'électricité de source hydraulique est dictée par la volonté du Gouvernement de

réduire les coûts de production afin d'améliorer la situation financière du secteur électricité.

Graphique 1: Production et consommation d'électricité



S'agissant de la consommation intérieure de l'électricité, elle a augmenté de 9,6% en lien avec la hausse conjointe de l'énergie de basse tension (+14,8%) et celle de moyenne tension (+3,8%). Quant aux exportations, elles chutent de 14,9% en raison des contraintes de capacité de transport du Mali et du Burkina Faso.

Poursuite de la consolidation du BTP

Le BTP évoluerait favorablement à fin février 2019, au regard de l'accroissement des importations en volume du clinker (+32,2%) utilisé pour la production de ciment et des autres matériaux de construction (+88,2%).

Cette évolution serait dans le sens des perspectives pour l'année 2019. En effet, le BTP conserverait sa bonne orientation en 2019, en lien avec la réalisation des projets structurants. Il s'agit de la construction de nouvelles infrastructures et de la poursuite de celles amorcées les années antérieures.

Les projets en cours portent notamment sur la construction de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, la réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny, la réalisation du tronçon "Yamoussoukro-Tiébissou" de l'autoroute du nord et la construction du stade olympique d'Ebimpé.

Dans le souci de renforcer la circulation des personnes et des biens et garantir la mobilité dans le « Grand Abidjan », l'année 2019 enregistrerait le démarrage de la

construction du pont “Cocody-Plateau”, de trois (3) échangeurs sur le boulevard de Marseille, de l'aménagement de l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan (Y4) et du renforcement des capacités de production d'eau potable de la ville d'Abidjan.

A l'intérieur du pays, il est également prévu le démarrage de la construction (i) du tronçon “Tiébissou-Bouaké” de l'autoroute du nord, (ii) de la route Grand-Bassam-Aboisso et (iii) de l'autoroute sur la côte Abidjan - San-Pedro.

Secteur tertiaire

Evolution favorable du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a été marqué par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes, à savoir le transport, et le commerce de détail.

Hausse continue du chiffre d'affaires du commerce de détail

Dans le commerce de détail, les ventes ont continué à s'accroître au regard de l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) qui progresse de 7,7% en terme nominal. Cette bonne tenue s'est ressentie dans l'ensemble des branches, à l'exception des produits d'équipements du logement dont les ventes ont reculé de 10,2%.

Ainsi, dans les branches « produits pétroliers » et « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » les ventes se sont accrues respectivement de 8,0% et 5,2%, en lien avec le dynamisme du transport.

Dans la branche « produit de l'alimentation », les ventes se sont affichées également en hausse de 10,0% du fait de la bonne tenue des ventes des « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (+15,2%) et des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabac » (+9,7%).

Les ventes de « produits divers » se sont accrues de 8,9% du fait de la hausse des ventes dans tous les rayons exception faite des « articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires » (-48,3%). Ainsi, les

ventes de « machine de bureau et matériel informatique (+1,9%), « autres appareils électriques et électroniques non ménagers » (+20,1%) et « autres produits » (+14,4%) sont restées bien orientées.

Dynamisme continu dans le transport

Le dynamisme du secteur du transport s'est consolidé au regard de l'ensemble de ses composantes.

Consolidation du transport aérien

Dans le transport **aérien**, le nombre de passagers commerciaux a continué de s'accroître, témoignant du dynamisme du secteur. Ainsi, le nombre de passagers commerciaux a progressé de 8,7% pour se situer à 299 813.

Cette bonne performance est portée aussi bien par le trafic national que celui vers l'extérieur.

En effet, le trafic national tirant profit de la réouverture de l'aéroport de San Pedro resté fermé durant le premier trimestre de l'année 2018, a enregistré un bond de 129,9% comparativement à la même période de 2018.

Le trafic vers l'Afrique s'est accru globalement de 3,2% du fait des effets conjugués d'un repli du trafic vers la CEDEAO de 0,6% et d'une hausse de celui vers le reste de l'Afrique de 10,3%.

Les destinations Europe et reste du monde (y compris Amérique du Nord) ont contribué également au dynamisme du transport aérien avec des hausses respectives de 6,6% et 30,9%.

Par ailleurs, le fret aérien (+36,8%) et le transit (+4,7%) sont orientés à la hausse.

Croissance modérée dans le transport ferroviaire

Le trafic global de marchandises dans le **transport ferroviaire** a enregistré une hausse de 0,4% par rapport à la période correspondante de 2018. Cette évolution est portée par le trafic national qui voit son volume de marchandises fortement augmenter (12 420 tonnes contre 94 tonnes à fin février 2018) grâce au transport, depuis mars 2018, du manganèse produit dans la région de

Ferké. L'impact de cette bonne performance a été toutefois amoindri par la contraction de 7,1% des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Croissance soutenue du trafic global dans le transport maritime

Le transport maritime demeure bien orienté au regard du trafic global de marchandises qui a progressé de 16,8%, porté à la fois par les ports d'Abidjan et de San Pedro.

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises a progressé de 15,6% pour se situer à 4 316 105 tonnes du fait de la vigueur des exportations (+22,5%) et des importations (+12,7%). Cette bonne tenue est portée par le trafic national et les activités de transbordement qui ont augmenté respectivement de 18,0% et 4,7% malgré un repli du transit de 5,4%.

La bonne performance du trafic national a été portée par les marchandises générales (+26,5%) et les produits pétroliers (+4,5%). A contrario, les produits de la pêche ont reculé de 8,7%.

Au **port de San Pedro**, le trafic global s'est accru de 23,0% pour s'afficher à 900 205 tonnes. Cette croissance portée essentiellement par les exportations (+42,8%) est atténuée par un recul des importations (-9,7%). Ce dynamisme est ressenti aussi bien au niveau des activités hors transbordement (+27,1%) que des activités de transbordement (+7,2%).

Hausse du nombre de salariés dans le secteur formel

Dans le secteur formel, le nombre de salariés s'est affiché à 1 028 369 contre 970 846 à la même période de l'année précédente, soit un accroissement de 5,9%. Toutefois, le nombre d'emplois créés est en recul par rapport à février 2018.

En effet, dans le secteur privé, principal pourvoyeur d'emplois, 11 710 emplois ont été créés sur les deux premiers mois de l'année 2019 contre 12 572 à la même

période de l'année 2018, soit un repli de 6,9%. Les principaux secteurs concernés par ces créations d'emplois sont le commerce, l'industrie manufacturière et le BTP avec des contributions respectives de 32,0%, 15,7% et 12,9%.

Finances Publiques

Les finances publiques affichent un niveau de recouvrements des recettes totales et dons de 701,8 milliards, en hausse de 5,7% (+38,0 milliards) par rapport à février 2018. S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 761,8 milliards, en progression de 3,1% (+22,6 milliards).

Bonne mobilisation des recettes fiscales

L'augmentation des recettes totales et dons est due à une bonne mobilisation des recettes fiscales intérieures (+20,7 milliards) et des recettes de porte (+20,7 milliards).

Le bon niveau de recouvrement des recettes fiscales découle d'un meilleur recouvrement de certaines recettes notamment le droit d'enregistrement café-cacao (+12,0 milliards), l'impôt BIC (+5,5 milliards) ainsi que les taxes sur les marchandises générales (+15,0 milliards). Ces évolutions sont en relation avec la progression de 7,4% du PIB enregistrée en 2018, l'augmentation des importations en valeur (+10,7%) et le rétablissement du droit d'enregistrement du café et du cacao intervenu en octobre 2018, après sa suspension en 2017 et sur les neuf premiers mois de l'année 2018.

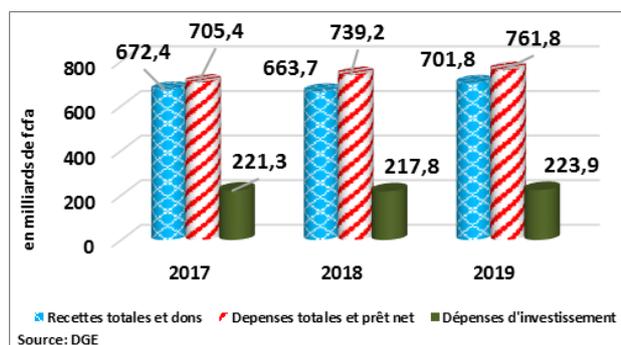
Légère hausse des dépenses d'investissement

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont subi une augmentation des dépenses d'investissements (+6,1 milliards) ainsi que des dépenses de fonctionnement (+18,1 milliards). Toutefois, cette hausse a été maîtrisée par le recul des dépenses liées à la souscription au capital de certaines structures internationales (-6,2 milliards) ainsi que des subventions et transferts (-4,5 milliards) en relation avec la baisse des transferts aux structures éducatives/médico-sociales (-7,5 milliards).

Solde budgétaire déficitaire

Il ressort de ces évolutions un solde budgétaire déficitaire de 60,0 milliards et un solde primaire de base excédentaire de 88,9 milliards. Le recours au marché monétaire et financier d'un montant global de 194,0 milliards a permis d'apurer une partie des restes à payer des fournisseurs de 2018 évaluée à 63,8 milliards et de régler les dettes arrivées à échéance.

Graphique 3 : Indicateurs des finances publiques à fin février



Echanges extérieurs

Hausse des exportations soutenues par les ventes de produits primaires

A fin février 2019, les **échanges extérieurs** ont enregistré en valeur, une hausse des exportations (+5,9%) et des importations (+10,7%). Les exportations ont profité d'une augmentation des prix (+3,2%) et des volumes (+2,6%). Il en est de même pour les importations dont les prix (+3,5%) et les volumes (+6,9%) se sont accrus. Cette évolution des prix a entraîné une légère détérioration des termes de l'échange de 0,3%. Le solde commercial a affiché un excédent de 243,7 milliards, toutefois en retrait de 10,9% par rapport à l'excédent de février 2018 (+273,6 milliards). Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 123% contre 129% à fin février 2018, soit un recul de 6 points de pourcentage.

Les **exportations** ont été impulsées essentiellement par une hausse en valeur des commandes de **produits**

primaires (+15,5%), sous l'effet d'un accroissement des volumes (+12,0%) et un renchérissement des prix (+3,1%).

Les produits primaires sont tirés principalement par l'accroissement en valeur des produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » (+6,0%) et par la bonne orientation des produits miniers (+77,4%).

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont bénéficié de la hausse en valeur des commandes de cacao fèves (+5,3%), de café vert (+110,6%) et de noix de cajou (+211,1%).

La hausse des produits miniers est attribuable essentiellement aux ventes de pétrole brut qui se sont accrues de 186,0% en valeur et de 194,9% en volume.

Cette bonne tenue des produits primaires a contrasté avec le fléchissement des **produits transformés** en valeur (-12,7%). Ceux-ci se sont caractérisés par un reflux des volumes (-15,5%) et une légère hausse des prix (+3,3%).

La décélération des ventes en valeur des produits transformés provient de l'ensemble des sous-composantes, à savoir : les produits de la première transformation (-6,2%), les « conserves et préparations alimentaires » (-6,5%) et les produits manufacturés (-20,3%). Ces derniers qui ont enregistré la plus forte baisse ont subi notamment le repli en valeur des produits pétroliers (-12,4%), du ciment (-7,9%), des « textiles et chaussures » (-30,1%) et des plastiques (-42,8%).

Concernant les **importations**, leur accroissement en valeur est imputable à l'ensemble des sous-composantes. En effet, les biens de consommation, les biens intermédiaires et les biens d'équipement se sont accrus en valeur de 11,9%, 5,1%, 16,7% respectivement. Les prix à l'import de ces trois types de biens ont progressé respectivement de 0,4%, 9,1% et 3,6%.

Les **biens de consommation** en valeur ont bénéficié à la fois d'une augmentation du volume (+11,4%) et du prix (+0,4%). Ils ont été portés à la fois par la hausse des produits alimentaires (+21,3%) et des autres biens de consommation (+7,0%). Les produits alimentaires ont été

tirés principalement par les achats en valeur de produits laitiers (+14,9%), de riz (+26,1%), de blé tendre (+24,3%), de farine (+27,2%) et de poisson (+5,7%). Les autres biens de consommation ont progressé en valeur, en lien notamment avec l'augmentation des achats de tabac (+13,9%), de plastiques (+47,3%), de caoutchouc (+43,9%) et de « produits divers des industries chimiques » (+50,9%).

Les biens intermédiaires se sont accrus en valeur, suite à l'augmentation des factures d'importation de coton (+25,4%), de « fer, fonte, acier et ouvrages » (+47,2%), de produits métalliques (+56,8%), d'engrais (+215,0%) et de clinker (+57,2%).

La bonne orientation des **biens d'équipement** est à l'actif des achats de matériels de transport routier (+12,4%), de machines électriques (+27,5%), de machines mécaniques (+21,4%) et d'instruments de précision (+28,1%).

Financement de l'économie et marché boursier

Reflux des indices boursiers de référence

La Bourse Régional des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée par la poursuite du repli des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite.

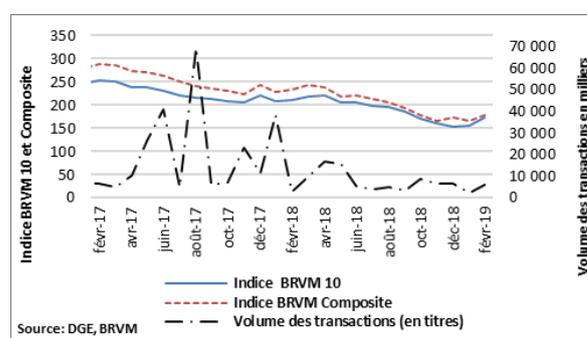
En effet, l'indice BRVM 10 et l'indice BRVM composite ont fléchi respectivement de 21,4% et 25,0% en lien avec la baisse de l'ensemble des indices sectoriels. Les indices « BRVM- Transport » (-55,8%), « BRVM-Industries» (-46,5%), « BRVM- Agriculture » (-43,7%) et « BRVM-Distribution » (-28,0%) ont enregistré les contractions les plus importantes.

La capitalisation boursière composite est ressortie à 8 550,1 milliards en recul de 10,2% du fait de la baisse de la capitalisation boursière du marché des actions de 23,5% conjuguée à une hausse de 19,5% de celle du

marché des obligations. La valeur transigée et le volume transigé ont fléchi respectivement de 70,9% et de 79,7%.

La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 0,76%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 8,2%. La rentabilité globale moyenne au 28 février 2019 s'est affichée à 4,7% avec un PER¹ moyen de 10,8 et une prime de risque à 3,4%.

Graphique 4: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La poursuite du repli des indices boursiers entamée en 2016 émane d'une correction du marché après des hausses précédentes, de la désaffection des petits porteurs et de l'attractivité du marché obligataire.

Cependant, la BRVM continue de mener des actions pour renforcer le dynamisme du marché essentiellement par la promotion de la place boursière sur d'autres continents, et l'ouverture du marché à certaines PME sélectionnées.

Crédits nets à l'économie en progression

La situation monétaire à fin février 2019 est caractérisée par l'accroissement de la masse monétaire au sens large (M2) résultant de la hausse des créances intérieures associée à la baisse des actifs extérieurs nets.

La masse monétaire a progressé de 11,3% (+982,9 milliards) et a atteint 9 711,5 milliards. Cette évolution a été portée par la hausse des créances intérieures de 10,9% (+957,0 milliards) amoindrie par la baisse des actifs extérieurs nets de 2,2% (-40,2 milliards).

¹ Price Earning Ration (Ratio Ca....

Les actifs extérieurs nets ont baissé de 2,2% (-40,2 milliards) pour ressortir à 1 798,3 milliards du fait notamment de l'amointrissement de l'excédent commercial de 10,9%.

Les crédits intérieurs ont profité de la hausse des créances sur l'économie de 15,2% (+960,2 milliards) pour atteindre 7 275,9 milliards, tandis que les créances nettes sur l'Administration Centrale ont baissé de 0,1% (-3,2 milliards) pour ressortir à 2 445,7 milliards.

En outre, la Banque Nationale d'Investissement (BNI) a décidé de l'ouverture de son capital à des acteurs relevant du secteur parapublic autres que l'Etat. Ainsi, 485 885 nouvelles actions ont été acquises par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), au prix de 41 162 F par action. Cette opération portera le capital de cet établissement de crédit à 20 milliards et lui permettra ainsi de se conformer aux normes bancaires au sein de l'espace UEMOA.

De façon spécifique, sur les deux premiers mois de l'année 2019, le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires s'est élevé à 697,5 milliards, en baisse de 9,0% (-68,9 milliards) par rapport à la même période de 2018. Ce fléchissement, provient des crédits accordés aux «Particuliers» (-78,5 milliards), à la «Clientèle financière» (-3,8 milliards), aux «Autres sociétés» (-136,2 milliards), à l'«Etat et organismes assimilés» (-19,2 milliards), aux «Clients divers» (-12,3 milliards) et aux «Personnels des banques» (-2,0 milliards). L'impact de ces replis a été atténué par la hausse des crédits octroyés aux «Entreprises individuelles» (+125,0 milliards), aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (+42,0 milliards) et aux «Assurances et caisses de retraite» (+15,1 milliards).

Les montants cumulés des effets de commerce escomptés et des dépôts sont ressortis respectivement à 161,1 milliards, en augmentation de 10,5% (+15,3 milliards) et à 346,6 milliards, en hausse de 18,8% (+54,4 milliards).

Au niveau des taux moyens appliqués, celui des nouvelles mises en place de crédits s'est situé à 6,4% en hausse de

0,4 point de pourcentage. La moyenne du taux d'escompte est restée identique à son niveau de février 2018 en s'établissant à 7,1% et le taux créditeur moyen des dépôts a augmenté de 0,3 point de pourcentage pour se situer à 6,4%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 23,7 mois au titre des deux premiers mois de 2019, soit un accroissement de 5,6 mois comparé à la période correspondante de 2018.

En conclusion, les premières données disponibles laissent entrevoir une évolution favorable des secteurs primaire et tertiaire. Dans le secondaire, la situation est mitigée. L'extraction pétrolière et la production d'électricité ont progressé, alors que les productions de gaz naturel et d'or ont baissé.

Flash conjoncture à fin février 2019

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	juil.-18	août.-18	sept.-18	oct.-18	nov.-18	dec.-18	Jan.-19	Févr.-19	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	51,3%	39,7%	42,2%	40,6%	3,2%	-11,8%	-14,2%	-2,0%	-8,3%
Cours du cacao	18,5%	9,2%	9,8%	1,8%	2,7%	15,2%	16,0%	6,3%	10,9%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	1,6%	-2,1%	-2,0%	-2,7%	-3,4%	-4,4%	-6,4%	-8,1%	-7,3%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao*	nc	nc	-23,4%	nc	nc	15,4%	nc	nc	nc
Café*	nc	nc	1842,4%	nc	nc	-87,3%	nc	nc	nc
Anacarde	112,5%	1886,9%	nc	nc	nc	nc	nc	nc	nc
Secondaire									
IHPI global	18,3%	-5,4%	0,0%	42,3%	10,7%	-3,3%	nc	nc	nc
IHPI hors extraction	19,2%	-6,1%	1,0%	48,3%	10,9%	-5,2%	nc	nc	nc
BTP	22,1%	52,7%	2,7%	6,0%	-5,6%	-4,1%	nc	nc	nc
Production d'électricité	0,2%	0,5%	3,5%	2,4%	2,1%	-3,7%	4,2%	-0,5%	1,9%
Production de produits pétroliers	5,2%	14,9%	16,0%	33,1%	-16,7%	-18,9%	20,6%	nc	nc
Pétrole brut	15,9%	-13,3%	-7,4%	1,7%	11,9%	25,2%	17,3%	12,2%	14,9%
Gaz naturel	-16,7%	-7,1%	-17,6%	-12,2%	-2,1%	-10,3%	-4,4%	-13,3%	-8,8%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ²	9,2%	9,4%	12,8%	8,7%	9,0%	6,2%	7,3%	8,2%	7,7%
Trafic global maritime	1,4%	-2,9%	2,0%	8,7%	-24,7%	35,8%	18,8%	14,7%	16,8%
Total voyageurs aérien	2,2%	4,6%	8,7%	7,7%	4,4%	7,4%	11,6%	5,7%	8,7%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	37,4%	0,9%	-1,2%	19,4%	23,1%	3,4%	0,1%	0,7%	0,4%
Echanges extérieurs³									
Exportation en valeur	-4,8%	-5,3%	-16,5%	25,0%	22,4%	0,8%	-1,8%	15,3%	5,9%
Importation en valeur	9,9%	41,6%	-2,5%	7,5%	-0,2%	34,6%	9,1%	12,7%	10,7%
Solde commercial ⁴	-110,32	-216,28	-85,19	-7,02	187,73	68,14	69,58	174,08	69,58
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,6%	11,4%	11,6%	12,6%	12,6%	13,4%	11,3%	11,3%	11,3%
Actifs Extérieurs nets	14,5%	12,8%	9,0%	9,6%	1,6%	15,3%	-2,5%	-2,2%	-2,2%
Créances intérieures	15,1%	14,4%	12,9%	15,2%	14,2%	12,6%	12,9%	10,9%	10,9%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	20,9%	19,6%	21,9%	20,1%	19,0%	17,0%	9,5%	-0,1%	-0,1%
Créances sur l'économie	13,5%	12,9%	10,4%	13,7%	12,7%	11,2%	14,0%	15,2%	15,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	-3,8%	-6,9%	0,4%	2,9%	20,2%	28,8%	7,0%	4,4%	5,7%
Dépenses totales & Prêts nets	-4,9%	6,9%	21,0%	-16,9%	11,4%	2,0%	0,5%	4,5%	3,1%
Investissement public	-48,5%	-0,1%	356,5%	-17,6%	13,0%	-26,2%	28,5%	1,3%	2,8%
Solde budgétaire global ⁴	-206,63	-67,20	-45,22	-59,71	-88,49	-199,16	97,12	-157,11	-60,0
Prix à la consommation									
IHPC ⁵	0,2%	0,9%	0,5%	0,9%	1,8%	1,0%	nc	nc	nc

Pour en savoir plus :

Sous-direction de la Conjoncture

Email : sd.cdppe@dge.gouv.ci

Tel : +(225)20200924/20200925

Direction Générale de l'Economie

Direction des Prévisions, des Politiques

et des Statistiques Economiques (DPPSE)

Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

¹: Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013

³: Hors biens exceptionnels

⁴: Niveau en milliards de FCFA

⁵: Données trimestrielles

⁵: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

nc : non concerné

nd : non disponible